

Projet de contribution SELIA
Consultation règles prudentielles

A titre liminaire, l'Entreprise fait part de son adhésion à l'esprit qui préside au lancement de la consultation relative aux règles prudentielles pouvant s'appliquer aux fournisseurs d'électricité et de gaz Naturel. En particulier l'Entreprise est attachée à l'idée d'une régulation proportionnée et raisonnable qui sous-tend les règles prudentielles envisagées, cette régulation étant de nature à protéger les consommateurs finaux en cas de volatilité des marchés.

A titre principal, sur le périmètre d'application des règles prudentielles :

- Compte tenu des exigences opérationnelles et organisationnelles particulièrement étendues qu'elles impliquent, il paraît nécessaire de les limiter aux fournisseurs les plus importants. Il conviendrait donc de définir un seuil en nombre de clients en deçà duquel ces règles ne s'appliqueraient pas ou, au moins, de façon allégée. Ceci nous paraît plus conforme aux textes européens sous l'égide desquels ces projets sont élaborés¹.
- La charge des obligations de couverture doit s'appliquer in fine à ceux des fournisseurs qui s'approvisionnent directement sur les marchés. Lorsqu'un fournisseur s'approvisionne sur les marchés via un fournisseur tiers, c'est à ce dernier que doit incomber l'obligation de couverture ainsi que les contrôles afférents. Les obligations devraient donc pouvoir être déléguées.
- Les contrats régis par les TRV et sourcés au TC devraient être explicitement exclus de l'obligation de couverture.

L'économie générale du dispositif appelle globalement les observations suivantes :

- Il serait pertinent de renverser le principe de contrôle, en ne prévoyant une obligation de couverture qu'en cas de non-respect des critères de robustesse financière. Cette configuration permettrait de respecter l'esprit de la régulation tout en tempérant les conséquences organisationnelles sur les fournisseurs.
- ce dispositif pourrait entrer en vigueur concomitamment à la fin du dispositif arenh soit au 1^{er} janvier 2026

Il paraît en outre nécessaire d'articuler et harmoniser les obligations de transmissions avec celles qui existent par ailleurs auprès d'autres acteurs (DGEC notamment) et qui font doublon. Ces règles, également, ne doivent pas être rétroactives et doivent n'être applicables qu'aux contrats conclus ou renouvelés postérieurement à la délibération CRE

¹ Article 18bis de la Directive (UE) 2019/944 : les Etats Membres veillent à la mise en place des stratégies de couverture compte tenu de la taille du fournisseur.
A titre d'exemple l'article 11 de la Directive 2019/944 permettant aux Etats Membres d'exempter un fournisseur ayant plus de 200 000 clients finals de l'obligation de proposer des contrats de fourniture d'électricité à prix fixe et à durée déterminée, ce seuil nous paraît pouvoir être repris de façon pertinente.

Plus en détail, question par question :

Question	Réponses
Etes-vous d'accord avec les principes généraux exposés par la CRE ?	<p>Ces principes nécessitent de nombreuses précisions pour des questions de sécurité juridique, une grande marge d'interprétation étant laissée au régulateur (dispositif de sanction, critères objectifs caractérisant une résilience forte, plan de remise en conformité et procédures de correction des écarts constatés etc.)</p> <p>De manière générale la contestabilité des décisions prises par le régulateur dans la mise en œuvre du dispositif doit toujours être assurée.</p> <p>Sur le fond, l'objectif recherché, à savoir l'évitement de la défaillance d'un acteur et, par ricochet, d'une crise systémique, est tout à fait vertueux. Il pourrait cependant être atteint de façon tout aussi efficace en inversant la logique de contrôle, c'est-à-dire en examinant d'abord la robustesse financière du fournisseur et, en cas d'insuffisance de ce premier critère, mettre en place une obligation de couverture proportionnée.</p>
Identifiez-vous d'autres outils prudentiels que la CRE devrait mobiliser pour mieux répondre aux spécificités du marché français ?	Le renforcement des dispositifs de secours peut être exploré, en particulier s'il est retenu d'exempter certains acteurs.
Sur la différenciation entre les types de consommateurs, êtes-vous d'accord avec l'analyse de la CRE ?	Il serait utile de disposer d' une méthodologie indicative d'affectation des volumes d'achats pour identifier les contraintes de couvertures et les charges associées
Question 4 : Etes-vous d'accord avec la définition des offres entrant dans le périmètre de contrôle proposée par la CRE ?	Pas d'objection, sous réserve d'explicitier l'exclusion des contrats en TRV pour les volumes sourcés au TC
Question 5 Etes-vous d'accord avec la proposition de la CRE, à savoir la mise en place d'un double contrôle portant à la fois sur un contrôle ex-post et un contrôle prévisionnel des obligations de couverture ?	Le Cumul des contrôles est problématique : il pourrait être envisagé de réduire leur nombre à un seul pour une durée transitoire et, à l'issue de celle-ci et en fonction du REX associé, adapter si nécessaire
Question 6 : Un contrôle au pas de temps annuel vous semble-t-il suffisant ? Un contrôle semestriel pour couvrir chaque saison serait-il	Un contrôle annuel nous paraît devoir être privilégié

davantage approprié ?	
Question 7 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant les périodes d'évaluation des couvertures ?	Le niveau de détail demandé incite à couvrir un aléa plus important : Risques de sur couverture et de répercussion sur le client final
Question 8 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant le dimensionnement des obligations minimales de couverture ?	97 % est bien trop élevé au regard des aléas pouvant affecter la consommation , il devrait être possible pour les Fournisseur de le revoir à la baisse dans l'hypothèse où les fournisseurs sont dotés d'une politique des gestion des risques robustes
Question 9 : En vous appuyant sur des analyses quantitatives étayées dans la mesure du possible, partagez-vous la prise en compte du risque d'attrition telle que proposée par la CRE ?	La définition du taux d'attrition en tenant compte uniquement des IRA ne paraît pas pertinente car d'autres risques (défaillance, baisses de conso (PPA etc)) sont susceptibles de survenir et doivent être pris en compte
Question 10 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les prérequis nécessaires pour chaque moyen de couverture explicite ?	La Casuistique proposée paraît insécurisante et la lourdeur des prérequis est à regretter
Question 11 : Pensez-vous pertinent d'adapter les niveaux d'obligation pour couvrir les risques inhérents à chaque produit de couverture ?	Non, dans la mesure où nous estimons nécessaire de préserver la liberté contractuelle des fournisseurs sur ce sujet et de se doter de critères objectifs plutôt quantitatifs que qualitatifs.
Question 12 : Estimez-vous utile de prévoir la possibilité d'appliquer un taux d'abattement graduel, plutôt que de rejeter les couvertures offrant un degré de	Il paraît plus pertinent de prévoir un taux graduel plutôt qu'un rejet pur et simple.

fiabilité insatisfaisant ?	
Question 13 : Identifiez-vous d'autres types de produits susceptibles de remplir l'obligation de couverture ?	Détention en propre d'actifs de production ou droit de tirage sur ceux -ci par exemple
Question 14 : Quels indicateurs financiers sont suivis régulièrement au sein de votre société pour évaluer la capacité à résister aux aléas de votre activité	Prix moyen du portefeuille, besoin de couverture en découlant, calibrage de la trésorerie ou des lignes de trésorerie requises sur la base de scénarii
Question 15 : Les éléments comptables et financiers qui seraient collectés par la CRE permettent-ils à votre sens d'évaluer correctement la capacité financière de la société à résister aux aléas ?	Cotation Banque de France par exemple (sur la pertinence d'une inversion de la logique de contrôle, voir réponse supra)
Question 16 : La liste des risques spécifiques à l'activité de fourniture proposée par la CRE vous paraît-elle exhaustive ?	Il serait pertinent de compléter avec les risques inhérents à l'évolution du paysage juridique (réglementation) , ainsi que les risques climatiques
Question 17 : Partagez-vous les mesures organisationnelles (gestion des ressources humaines et gouvernance), proposées par la CRE ? Etes-vous d'accord avec les principes généraux exposés par la CRE ?	<p>Les mesures proposées paraissent excessives, même si la logique qui a présidé à leur élaboration est in fine plutôt saine.</p> <p>En particulier, nous paraissent devoir être reconsidérées les mesures tendant à limiter les postes de direction aux personnes justifiant d'une expérience dans le secteur de l'énergie, ainsi que celles imposant la désignation d'une personnes spécifiquement en charge de la gestion des risques, qui plus est distincte de la personne en charge des achat.</p>